



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

28/08/2026

La situation au Venezuela doit se lire à la lumière des affrontements inter-impérialistes dans le monde

Le 3 janvier 2026, les États-Unis d'Amérique perpétraient une agression impérialiste contre le Venezuela, bombardant la ville de Caracas et d'autres zones du centre du pays, et kidnappaient le président Nicolas Maduro ainsi que son épouse Cilia Flores. Notre parti avait, le même jour, publié un communiqué condamnant sans réserve l'agression et se gardant bien, contrairement à certaines organisations de gauche peu empreintes de l'anticolonialisme, de mettre sur le même plan les dirigeants US et ceux du pays agressé.

Nous avons ensuite écrit à plusieurs reprises afin d'explicitier les raisons de l'impérialisme dominant et décrit l'évolution de la situation au Venezuela, conséquence de la mainmise grandissante et de la recolonisation par les USA du Venezuela. Dès le début, nous nous étions posé la question de la possibilité d'un tel acte sans complicités au plus haut niveau. La publication d'une interview de l'ambassadeur de Cuba en France au quotidien *La Marseillaise* éclairait sur le déroulement de l'enlèvement de Maduro. L'ambassadeur y révélait que les 32 soldats Cubains chargés de la protection du président vénézuélien avaient tenu plus d'une heure face à 200 soldats US. Cela suscitait alors et suscite encore plusieurs questions. Qu'a fait l'armée vénézuélienne pendant ce laps de temps supérieur à une heure ? Qu'ont fait les milices liées au PSUV, le parti au pouvoir ? Les agresseurs US ont certainement eu des blessés, voire des morts, comment a-t-il été possible qu'ils les évacuent sans difficulté ?

Dès les premiers jours suivant l'agression, un certain nombre de décisions prises par le triumvirat dirigeant désormais le Venezuela : Delcy Rodriguez, la vice-présidente, son frère Jorge, le président de l'Assemblée nationale et Diosdado Cabello, ministre de l'Intérieur et secrétaire-général du PSUV, donnaient à penser qu'ils appliquaient la feuille de route décidée par les dirigeants US, lesquels ont très vite abandonné la fable du trafic de drogue pour s'en tenir au réel : le pétrole. Le vice-président US, James David Vance, n'y est pas allé par quatre chemins : *« l y a une vingtaine d'années, le Venezuela a exproprié des propriétés pétrolières américaines et, jusqu'à récemment, a utilisé ces biens volés pour s'enrichir »*. Cette rhétorique, assimilant les nationalisations à des vols, est utilisée à l'envi par les dirigeants US et leur relais idéologique, mais était avant tout une constante chez les réactionnaires sud-américains. Ainsi, lors de sa première conférence de presse après le coup d'État fasciste, en septembre 1973, interrogé sur le devenir des mines de cuivre, Pinochet avait répondu : *« Elles seront rendues à leurs légitimes propriétaires »*.

Pourtant, de nombreux militants de « gauche », admirateurs du régime bolivarien, avaient balayé d'un revers de la main les arguments ou les questions de ceux pensant à des complicités internes, évoquant une « position de repli », une sorte de gros dos le temps de l'orage, certifiant ceci : la « révolution bolivarienne » poursuivait son cours. Pourtant, tous les éléments étaient là. Le 6 janvier, 3 jours après l'agression et l'enlèvement, nous écrivions : *« Afin d'avancer dans la voie d'un contrôle plus serré de la politique du Venezuela, les États-Unis avaient un besoin urgent de modifier les rapports de force interne dans le pays en y recherchant des interlocuteurs plus enclins à l'écoute des exigences états-uniennes et/ou d'avantage capables de les imposer au peuple vénézuélien. L'élimination de Maduro par des méthodes de banditisme international a rempli cette fonction. Peu importe, concernant les dirigeants US, qui dirige le Venezuela, pourvu que leur exigence de mainmise sur le pétrole par leurs multinationales soient satisfaites. Une invasion terrestre serait bien plus hasardeuse que ce kidnapping et la pression mise sur les dirigeants actuels du Venezuela. »*.^[1] Ce que ne

voyaient peut-être pas les défenseurs acharnés d'une « révolution » censée se poursuivre, c'est la démarche des dirigeants US.

Car si le pétrole est un motif important, il n'explique pas tout. C'est la même chose pour l'agression impérialiste de l'Iran, même si celle-ci a échoué. Derrière le pétrole, il existe la stratégie des dirigeants US concernant la suprématie dans le monde au stade impérialiste. Le même Vance ne dit pas autre chose : « *Devons-nous rester les bras croisés et laisser un pays communiste piller nos ressources dans notre hémisphère ?* ». Comme nous l'avons écrit dans le même article cité plus haut à propos du document sur la stratégie de Défense américaine, publié par la Maison blanche, : « *En ce qui concerne le continent américain, le document est parfaitement explicite. Il s'agit, renouvelant la doctrine Monroe, de domination exclusive sur le continent, d'y affaiblir la présence chinoise se manifestant par des prises importantes d'intérêts en termes d'investissements, d'échanges et de contrôle de centres de distribution stratégiques pour le commerce. C'est ainsi que, récemment sous la pression des États-Unis, Panama a mis fin à sa participation au projet d'infrastructures des **nouvelles routes de la soie**, axe central de la stratégie chinoise afin d'accroître son influence à l'étranger et sécuriser ses approvisionnements.* ». Dans un article précédent, nous avons dégagé la substantifique moelle de la vision des dirigeants états-uniens : « *Ce que raconte ce document, c'est la réalité et la perception que l'équilibre des forces né de la seconde guerre mondiale est en train de changer. La suprématie États-unienne déjà affirmée à l'issue de la première guerre mondiale, en est sortie comme la première puissance capitaliste tandis que le camp socialiste s'élargissait. Tout cela est en train de se modifier entraînant des secousses sismiques d'une intensité inconnue jusqu'alors.* ».^[12]

Le secrétariat d'État US à la guerre (et non plus à la Défense) a publié fin janvier dernier un document dont le titre « *établir la paix par la force pour un nouvel âge d'or de l'Amérique* » est en soi tout un programme, faisant suite à celui sur la Stratégie de Sécurité Nationale Américaine. Nous avons également analysé ce document dans un article de février 2026, nous pouvons en retenir ceci : « *Le document sur la Stratégie de Sécurité Nationale Américaine pose du point de vue de la bourgeoisie monopoliste états-unienne, la question de fond. Il **conforte nos analyses sur la nature des affrontements au sein d'un système impérialiste** voyant l'émergence de nouvelles forces, la Chine et l'Asie, avec le déclin de l'Europe qui fut au XIX^{ème} siècle le centre des luttes en faveur de la domination mondiale. Ce que raconte ce document, c'est la réalité et la perception que l'équilibre des forces né de la seconde guerre mondiale est en train de changer. La suprématie États-unienne déjà affirmée à l'issue de la première guerre mondiale, en est sortie comme la première puissance capitaliste tandis que le camp socialiste s'élargissait. Tout cela est en train de se modifier entraînant des secousses sismiques d'une intensité inconnue jusqu'alors. La Stratégie de Défense Nationale Américaine 2026 apparaît comme le versant militaire des objectifs fondamentaux que se fixent les États-Unis afin de conserver leur suprématie actuelle. Le document acte une rupture après trente années de post-guerre froide, où les États-Unis associaient leurs interventions, elles furent nombreuses, à la construction d'un ordre capitaliste accompagné d'un maquillage moral. Ici, le discours est on ne peut plus clair : l'Amérique ne se bat plus "partout, pour tout, pour tout le monde" ; elle hiérarchise les menaces selon leur impact direct sur la sécurité, la liberté et la prospérité des Américains ; elle renonce à "faire le bien" à l'échelle planétaire, mais se réserve le droit d'agir brutalement quand ses intérêts vitaux sont en jeu.* ».^[13]

L'évolution rapide de la situation au Venezuela conforte notre analyse. Dès le 27 janvier, le secrétaire-général du Parti Communiste du Venezuela interpellait les dirigeants en place après le kidnapping sur la visite au Venezuela du directeur de la CIA, John Ratcliffe, reçu par Delcy Rodriguez le 15 janvier : « *La présence du plus haut représentant de la CIA au Venezuela témoigne des changements en cours pour garantir les intérêts du grand capital et de l'impérialisme américain. Apparemment, sa venue est étroitement liée à l'opération militaire du 3 janvier, à l'agression contre notre pays et à l'assassinat d'un nombre important de militaires vénézuéliens et cubains. Cette présence n'a pas été expliquée au peuple vénézuélien [...] tout comme les accords conclus avec Donald Trump et Marco Rubio. Le peuple vénézuélien a besoin de connaître la vérité et le Parti communiste du Venezuela exige que ceux qui gouvernent actuellement l'État vénézuélien divulguent en toute transparence les accords qu'ils concluent avec l'impérialisme et le grand capital.* ».

Depuis, bien qu'une poignée d'irréductibles continue à défendre le gouvernement des *compradores* actuel du Venezuela, les faits, manifestement têtus, ont ouvert les yeux de nombre de partisans du Chavisme en France, et c'est tant mieux. La note est corsée dirons-nous. Rodriguez et sa clique ont abandonné à Washington le contrôle et la production du pétrole, ne font plus aucune référence à la libération de Nicolas Maduro et de Cilia Flores, ont coupé l'approvisionnement à Cuba, ont ouvert leurs portes à l'armée d'occupation sioniste génocidaire vont rétablir les relations diplomatiques avec l'entité sioniste. Ils sont même allés jusqu'à condamner l'Iran, et faire arrêter et livrer aux états-uniens l'ancien ministre proche de Maduro Alex Saab. Il se dit même qu'ils ont donné l'ordre de rentrer chez eux à ceux voulant se battre la nuit du 3 janvier. Enfin, cerise sur le gâteau, le grand capitaliste Mathieu Pigasse, homme de « gauche » qui discute avec le PS, les écolos, LFI et même la secrétaire

générale de la CGT Sophie Binet, a été désigné afin de restructurer la dette du Venezuela en lien avec Trump et Delcy Rodriguez. Le gouvernement vénézuélien a signé pour une commission colossale sur la restructuration de la dette par Pigasse celle-ci serait supérieure à celle qu'il a touchée pour le même sale boulot en Grèce.

Décidément, seule une analyse du stade actuel de l'impérialisme, comme nous nous efforçons d'y procéder systématiquement, permet de comprendre ce qui se passe et les enjeux. La stratégie des dirigeants US relève bien d'une seule motivation : la défense absolue des intérêts de leurs multinationales. C'est vrai au Venezuela, mais aussi en Iran. L'ennemi, c'est la Chine, les USA s'évertuent à la chasser des échanges commerciaux avec l'Amérique du Sud, et qui auraient aimé faire de même au Moyen Orient. Las, l'Iran n'est pas le Venezuela ; son gouvernement et son peuple ont montré leur volonté de résister quoi qu'il arrive. L'analyse permet de faire litière de deux idées reçues ; d'abord celle comme quoi les USA se seraient lancés dans l'agression contre l'Iran pour servir les sionistes. C'est la fable de l'inversion rituelle qui fait des sionistes les maîtres des USA et non ce qu'ils sont réellement, leur prolongement, une carte, certes importante, dans leur jeu. Tout cela s'explique par une analyse en termes de lobbies, et non de rapports de classe, et absolument pas du stade impérialiste actuel. Si cette idée permet de rassembler, aux USA, où la compréhension des enjeux politiques et économiques n'est pas franchement généralisée, des gens nombreux contre la guerre, elle n'en demeure pas moins fausse. Quant à l'autre idée reçue, nous en avons fait litière dans un article récent ; les actes des impérialistes US ne sont pas des lubies de Trump mais bien des nécessités pour les multinationales US *« Il est de bon ton sur les plateaux télé, comme dans les media en général, sans oublier les salons, surtout de gauche, de juger la politique des États-Unis à l'aune des humeurs de leur Président D. Trump. Cette approche personnalisée a l'avantage pour les thuriféraires du système capitaliste de passer sous silence une donnée essentielle : la politique de la plus grande puissance capitaliste, disputant son hégémonie au sein du système impérialiste à celle montante qu'est la Chine et ses alliés dans le bloc euro-asiatique en formation, ne naît pas dans la tête de Trump mais bel et bien dans les exigences des monopoles capitalistes l'ayant porté au pouvoir. Ce bref rappel pour dire, ce qui détermine en dernier ressort la politique des puissances capitalistes dans leurs affrontements au sein du système impérialiste pour la maîtrise des matières premières et des technologies, des voies de communication et de la force de travail, ce sont la valorisation du capital au travers des taux de profits et conséquemment l'accumulation du capital. »*.^[14]

Enfin, tout ceci nous permet de dire un mot de la stratégie de la gauche latino-américaine depuis le début des années 2000, laquelle s'avère un fiasco total. Des militants fort respectables, comme l'immense Pepe Mujica en Uruguay, Gustavo Petro en Colombie, Daniel Ortega au Nicaragua ou Hugo Chavez lui-même, ont décidé d'abandonner la lutte armée et de se consacrer seulement à arriver au pouvoir par la voie électorale, oubliant peut-être ceci, lorsqu'on joue le jeu de la démocratie bourgeoise on peut perdre les élections. D'autres plutôt venus de la social-démocratie, ont suivi la démarche. Les plus indociles ont été écartés, Manuel Zelaya au Honduras en 2009, par un coup d'État militaire appuyé par les USA, l'ancien évêque Fernando Lugo au Paraguay en 2012, par un coup d'État constitutionnel, Evo Morales en Bolivie en 2019 par un coup d'État fasciste avec complicité de l'armée, Pedro Castillo au Pérou en 2022 par un coup d'État constitutionnel. Mais pour tous les autres, les élections bourgeoises ont amené le retour des partis traditionnels de droite (2019 en Uruguay, 2021 en Equateur, après la présidence de l'ancien vice-président de Rafael Correa, nettement plus droitier, Paz en Bolivie) ou l'arrivée de dirigeants fascistes (Milei en Argentine, Katz au Chili, la fille Fujimori au Pérou, Astura au Honduras, après le retour de la gauche avec Xomara Castro, et De la Espriella en Colombie). Il pourrait bien arriver la même chose à Lula au Brésil et à Claudia Sheinbaum au Mexique. Des fraudes électorales ont été fréquemment invoquées, l'ancien révolutionnaire sandiniste Daniel Ortega a compris la manœuvre et établi des règles strictes de contrôle des élections et des électeurs. Néanmoins, si l'on met de côté la Bolivie, où les masses populaires continuent de résister au gouvernement de Rodrigo Paz, soutenues par un Morales toujours actif, force est de constater que la légitimisation du processus électoral de la démocratie bourgeoise, la vision de ce moyen comme le seul pour parvenir au pouvoir et des politiques souvent moins progressistes que prévu ont emmené, fraude électorale ou pas, coup d'État ou pas, la « gauche » latino-américaine au désastre. Le renversement du pouvoir au Venezuela n'est qu'un épisode de plus de ce triste constat. Tous ces dirigeants, à part Evo Morales, se sont éloignés de la perspective révolutionnaire, ou en ont toujours été éloignés, ou ont participé à des coalitions empêchant de fait des mesures vraiment de nature à changer la donne. Cet abandon, ou cette non prise en compte, ou encore cette mise de côté de la lutte des classes leur ont été fatals.

Face au capitalisme à son stade impérialiste, il est très préjudiciable d'oublier les critères de classe et la compréhension du système capitaliste. C'est la dure leçon infligée à la « gauche » latino-américaine en général et au mouvement bolivarien en particulier. Nous réassurons de notre solidarité les travailleurs de tous ces pays, en lutte pour leur émancipation, en particulier ceux de Bolivie et leurs partis ouvriers révolutionnaires, en particulier le Parti Communiste du Venezuela.

^{1[1]}<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-nord/3750-venezuela-limperialisme-etats-uniens-a-loffensive>

^{1[2]}<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-nord/3718-strategie-de-securite-nationale-americaine-ou-comment-preparer-les-etats-unis-aux-affrontements-pour-le-repartage-imperialiste-du-monde>

^{1[3]}<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-nord/3793-strategie-de-defense-nationale-americaine-2026>

^{1[4]}<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-nord>